



DCM2025005

REPUBLIQUE FRANCAISE
COMMUNE DE PALAU-DEL-VIDRE

DECISION DU MAIRE

RELATIVE A LA LOCATION D'UN APPARTEMENT APPARTENANT A LA COMMUNE

Le Maire de la Commune de Palau-del-Vidre (Pyrénées-Orientales),

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2122-22 et suivants,

VU la délibération du Conseil Municipal n°13/2020 en date du 9 Juillet 2020 portant délégation de pouvoirs au Maire, pour la durée de son mandat, notamment le pouvoir de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

Considérant qu'il convient d'établir un nouveau bail d'habitation pour Monsieur Charly PECUSSEAU locataire d'un appartement appartenant à la commune,

DECIDE

Article 1^{er} : La commune loue à Monsieur Charly PECUSSEAU un appartement type 6 de 85 m² sis Groupe Scolaire 2^{ème} étage Chemin de Batipalmes à Palau del Vidre (66690).

Article 2 : Cette location fera l'objet de la signature d'un contrat de bail d'habitation principale dont les conditions principales sont les suivantes :

- Loyer mensuel : 472,42 € (à échoir et révisable annuellement)
- Provision sur charges : 20 € par mois
- Durée : 6 ans
- Garantie : 1 mois de loyer soit 460 € (déjà versés entre les mains du bailleur).

Article 3 : Madame la Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera portée à la connaissance du Conseil Municipal.

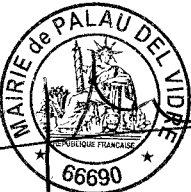
Article 4 : La présente décision sera transmise à Madame la Sous-Préfète de Céret au titre du contrôle de légalité et publiée sur le site Internet de la Commune.

Article 5 : La présente décision peut :

- faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Palau del Vidre dans un délai de deux mois à compter de sa publication, le cas échéant, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception vaut décision implicite de rejet.
- faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier par courrier ou sur le site Télérecours citoyens (www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa publication, le cas échéant, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de Monsieur le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Fait à PALAU-DEL-VIDRE, le 23 avril 2025,

Le Maire,


 **Bruno GALAN**

Télétransmis en Sous-Préfecture le :

Identifiant de télétransmission :

Publié le :

Notifié (le cas échéant) le :